

Motion pour des partenariats financiers plus éthiques

Penser global, agir local, voilà une maxime qui ma foi reflète bien notre bel exercice politique, notamment chez les Verts. Qui se pencherait sur les problèmes du monde se rendrait rapidement compte que leur cause la plus importante est la concentration des ressources de la planète, surtout financière, dans les mains d'une extrême minorité. Oxfam nous apprend ainsi que 62 individus possèdent autant que les 4 milliards d'humains les plus pauvres. Mais qui s'en indigne réellement ?

Penser global, agir local, penchons-nous alors sur les activités financières de la ville de Morges et de ses partenaires et prenons-en un parmi d'autres. Il est effarant de s'apercevoir que l'UBS, malgré les dividendes et bonus versés par millions, ne paie plus d'impôt depuis 2008. Investissant entre autres dans les énergies fossiles, le nucléaire et les armes, cette banque a par contre, et depuis 2010, payé plus de 4.8 milliards de francs suisses d'amendes pour ses agissements frauduleux de par le monde. Et les exemples de méfaits d'institutions bancaires suisses et étrangères sont légion. Mais devons-nous leur en vouloir pour autant ? Après tout, ils font simplement ce pourquoi ils sont mandatés. Devons-nous alors mieux les réguler ? Certainement ! Les amendes sont-elles alors efficaces ? Absolument pas puisque cela ne les empêche pas, parfois même après avoir été sauvées par la société publique, de récidiver ou de trouver d'autres moyens pour arriver à leurs fins, c'est-à-dire de privilégier la maximisation des profits à tous prix.

Mais tout cela n'est évidemment pas du ressort du conseil communal ; alors la question reste, que pouvons-nous faire sur ce plan ici à Morges ? Il me semble pour ma part qu'il s'agit simplement de choisir des partenaires qui partagent nos valeurs, et surtout une certaine décence. En tant que commune, de toujours garder en tête le bien commun au sens large comme fil rouge. Dès lors, il convient simplement de préférer des entreprises commerciales ou bancaires telles que la Banque Alternative Suisse ou d'autres établissements au moins propres de tout délit, en lieu et place des habituels acteurs délictueux et immoraux. Rien ne nous empêchera dans le futur de revenir sur notre position et de réévaluer si l'UBS ou d'autres se sont améliorés dans leurs pratiques.

Promouvoir les bons acteurs et essayer de limiter les autres me me semble pas être une action insurmontable. Je propose donc, par voie de cette motion, que la Municipalité se désengage progressivement et dans la mesure du possible de sa collaboration avec l'UBS ainsi qu'avec tous ceux qui comme elle, se seront rendus coupables dans les 10 dernières années de fraude, de manipulation, d'abus de pouvoir ou d'autres délits reconnus par la Justice. Mais surtout, qu'elle s'engage dans des partenariats économiques plus sains, plus solidaires, plus écologiquement soutenable et surtout plus responsables. Il en va ni plus ni moins de la survie de notre espèce.

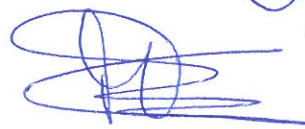
Antoine Anoré & consorts



Ch. Dubochet



P. V. [Signature]



[Signature]

03.02.2016